

Tribune socialiste

N° 375 / 20 JUIN 1968 / PRIX : 1 F.

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

L'ENJEU DE LA BATAILLE

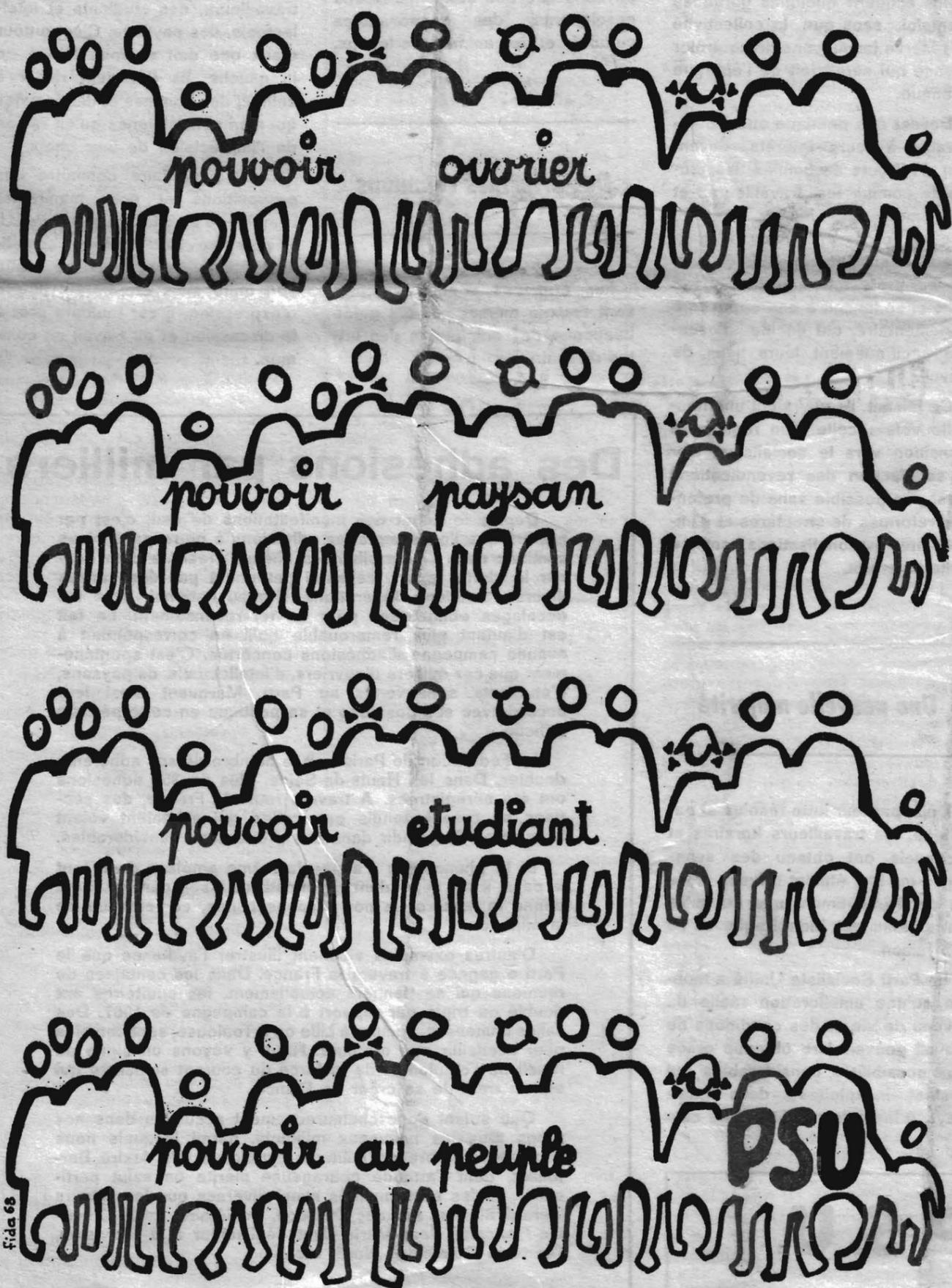
Michel Rocard

LA France vient de traverser des moments critiques comme elle en a peu connus ; la révolte des étudiants contre le système universitaire, l'ampleur et les formes du mouvement de grève, les manifestations du mécontentement paysan, la critique portée contre des institutions traditionnelles, le conflit de l'O.R.T.F., tout cela témoigne que des millions de Français étaient bien mal à l'aise dans une société qui n'a pas été faite pour eux. Tout cela démontre que la politique de stabilisation et de centralisation menée par le régime gaulliste ne correspondait pas aux besoins matériels et intellectuels de la majorité des Français.

Il n'est pas vrai que les événements qui viennent de se dérouler au mois de mai aient été imprévisibles. Leurs formes et le moment où ils se sont produits ne pouvaient effectivement être précisés. Mais ils n'ont surpris que ceux qui depuis des années ont systématiquement ignoré la volonté réelle des masses, comme ceux qui à gauche croyaient pouvoir canaliser la protestation au travers de simples alliances électorales, en éludant les problèmes essentiels sans s'attacher effectivement à créer les conditions d'ouverture de la voie vers le socialisme en France.

Notre Parti s'est trouvé naturellement au cœur du mouvement qui s'est développé en mai, non parce qu'il avait déjà une réponse toute faite à toutes les questions posées, mais bien parce que, depuis des années, il s'attache passionnément à créer les conditions

(Suite page 23)



Éditorial

L'enjeu de la bataille

(Suite de la page 1.)

d'un changement profond des structures de notre société.

Il était de ce fait, et dès le départ, plus apte à comprendre l'importance du mouvement et ses caractéristiques. Ce n'est pas par vain souci d'agitation, encore moins pour « tourner sur la gauche » que nous avons été effectivement solidaires de l'immense mouvement qui vient de se produire. C'est parce que nous mesurons mieux que d'autres combien il est riche en possibilités. Ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu comprendre, devraient être plus mesurés dans leurs propos. Et ce n'est pas en nous couvrant d'injures, et en nous traitant de provocateurs, qu'ils nous dévieront de la voie que nous avons prise.

D'autant plus que nous n'oublions pas, pour notre part, que l'ennemi véritable est le gaullisme, et que c'est de lui d'abord qu'il nous faut parler.

Dix ans de contrainte

Le général de Gaulle peut aujourd'hui parler de participation, mais pendant des années les organisations syndicales n'ont pu faire admettre le libre exercice de l'action syndicale dans l'entreprise, et elles ne pouvaient obtenir une véritable discussion des salaires réels ; le V^e Plan refusait d'ouvrir une perspective de réduction de la durée du travail au fur et à mesure des gains de productivité ; les cadres n'obtenaient pas que l'on examine la possibilité d'une éducation permanente ; les ordonnances sur la Sécurité Sociale enlevaient aux représentants des salariés leur représentation majoritaire dans les caisses ; quant à la fameuse ordonnance sur la participation des salariés aux fruits de l'expansion, elle n'était que la caricature de ce qu'avaient voulu ses propres inventeurs.

En même temps, étudiants et enseignants qui mettaient en cause le contenu de l'enseignement délivré à l'Université et les structures

de celles-ci, se voyaient opposer des réformes successives qui tendaient à accentuer le caractère de classe de la vieille Université.

Enfin, l'O.R.T.F., la plus grande entreprise d'information et de spectacle de ce pays, était livré au gouvernement, et manquait tant à sa mission d'information qu'à sa mission culturelle.

Nous avons vu aussi les régions progressivement étouffées par la centralisation parisienne, et les grands trusts industriels recevoir des avantages exorbitants, sans que les travailleurs puissent au moins acquérir quelques garanties d'emploi, sans que la collectivité se réserve les moyens de contrôler l'usage qui serait fait de l'épargne publique.

Devant une politique aussi défavorable à leurs intérêts, devant tant d'affronts accumulés, les étudiants comme les travailleurs, et notamment les jeunes, sentant que les forces anciennes de gauche n'étaient pas capables de porter leur protestation, surtout quand celle-ci se limitait à une opposition parlementaire, ont décidé d'occuper pacifiquement leurs lieux de travail.

Ce faisant, ils ouvraient une nouvelle voie : celle d'un régime de transition vers le socialisme. Car la satisfaction des revendications n'est pas possible sans de profondes réformes de structures et d'importantes nationalisations, comme celle du crédit.

Une nouvelle majorité

Déjà, par leur lutte résolue et pacifique, les travailleurs horaires et mensuels ont obtenu des avantages qui leur étaient refusés. Mais ils ont le sentiment que ce qu'ils ont obtenu est bien fragile et ils ont raison.

Le Parti Socialiste Unifié a montré qu'une amélioration réelle du niveau de vie et des conditions de travail pouvait être obtenue grâce aux possibilités considérables qui restent inexploitées dans notre pays, à la seule condition que cela

se fasse progressivement et que le gouvernement puisse suivre sa politique économique sans subir la loi des grands groupes financiers nationaux et internationaux.

Il est clair que, pour que les récents progrès restent acquis et soient consolidés, il faudra mettre en œuvre une série de réformes que les groupes qui soutiennent le régime gaulliste s'interdisent de mener à bien comme ils l'ont fait pendant dix ans.

Il n'y a donc pas de solution durable qui n'implique un changement politique, c'est-à-dire un changement de majorité. C'est un gouvernement dont toutes les composantes affirmeraient clairement que seul le socialisme peut offrir une alternative au gaullisme. Le Parti Socialiste Unifié peut contribuer à faire avancer la constitution de cette force, parce qu'il a montré son efficacité, sa cohésion et son réalisme ; parce qu'il attire à lui aussi bien des militants ouvriers et paysans que des étudiants et des enseignants, des responsables culturels et des animateurs locaux.

Des principes communs

Les principes dont il s'inspire sont ceux-là mêmes qui ont guidé beaucoup des animateurs des luttes de mai.

C'est le sens profond de notre campagne. Ce que nous voulons à travers le pays, c'est expliquer la portée du mouvement qui vient de se produire et qui continue sous d'autres formes. C'est aussi répondre à tous ceux qui tentent, avec une obstination digne de meilleures causes, d'en dénaturer le sens.

Les objectifs fondamentaux du mouvement sont :

— l'édification de structures socialistes dans notre économie, par l'extension du secteur public ;

— une planification souple mais disposant de moyens d'exécution sérieux ;

— le droit de contrôle du pouvoir syndical ;

— une très large décentralisation professionnelle et régionale ;

— une gestion démocratique des institutions d'information et de culture ouverte à tous les courants.

Ces principes sont ceux qui répondent aux vœux essentiels des travailleurs, des étudiants et intellectuels, des paysans. C'est autour d'eux que doit se faire l'unité de la gauche. Ils devraient rallier à celle-ci des hommes et des femmes qui n'en sont éloignés qu'en raison de l'imprécision de leur choix.

C'est pour faire connaître ces propositions et pour manifester l'ampleur d'un courant que le P.S.U. a présenté de nombreux candidats ; mais, ayant lui-même rebâti son unité sans étouffer la liberté d'expression, il est toujours prêt à la discussion et au travail en commun.

Des adhésions par milliers

Depuis le début des manifestations de mai, c'est par milliers que l'on compte les adhésions à notre parti. Nous sommes dans l'impossibilité à l'heure présente d'en donner le chiffre exact, celles-ci parvenant par des canaux divers : sections, fédérations, Bureau national, avec les décalages obligatoires pour un tel recensement. Le fait est d'autant plus remarquable qu'il ne correspondait à aucune campagne d'adhésions concertée. C'est spontanément que ces milliers d'ouvriers, d'intellectuels, de paysans, d'étudiants sont venus au Parti. Marquant ainsi leur accord avec ses positions et sa politique en cette période difficile.

La Fédération de Paris voit le nombre de ses adhérents doubler. Dans les Hauts-de-Seine, plus de 350 adhésions ont été enregistrées. A travers toute la France, des sections se créent, tandis que celles qui existaient voient leurs effectifs grandir dans des proportions considérables.

Si le phénomène n'a pas la même ampleur dans tout le pays, il est cependant significatif qu'il soit général. Cela donne la mesure de nos responsabilités, et l'étendue de la mutation.

D'autres exemples viennent illustrer l'audience que le Parti a gagnée à travers la France. Dans les centaines de réunions qui se tiennent actuellement, les auditoires ont doublé ou triplé par rapport à la campagne de 1967. Des salles immenses, comme à Lille ou à Toulouse, sont comblées pour accueillir nos orateurs. Nous y voyons un signe du réveil de l'opinion et de la force du courant socialiste qui est en train de se créer en France.

Que soient donc chaleureusement accueillis dans nos rangs tous les nouveaux militants, parmi lesquels nous comptons nombre de militants syndicaux tels André Barjonnet, dont l'attitude courageuse mérite un salut particulier, et des personnalités aussi diverses que les acteurs Gérard Blain et Jacques Destoop, Sociétaire, de la Comédie-Française, Jean-Marie Drot, réalisateur à la télévision, l'écrivain Dominique Nord, etc.

Votez P. S. U.

□ La liberté de discussion

La gauche française ne renversera jamais le gaullisme si elle ne change pas ses méthodes et si, en son sein, ne s'établit pas un nouveau rapport des forces politiques.

La gauche française ne vaincra que si elle présente à la crédibilité des électeurs un front uni, établi non sur de simples alliances tactiques, toujours électorales, mais sur l'établissement en commun d'un programme de gouvernement de transition vers le socialisme.

La gauche française y est-elle prête ? On peut en douter si on ne veut bien écouter que les hommes de certains états-majors. On peut l'espérer si on se réfère aux réactions à la base que nous avons tous connues ces dernières années et plus particulièrement ces dernières semaines.

La plus grande erreur que pourrait commettre la gauche serait de refuser obstinément, au nom des vieux principes, tout changement, toute mutation dans sa nature et son comportement alors même que partout à travers le monde, à l'Est comme à l'Ouest, les sociétés évoluent, se modifient, remettent en cause les mythes passés, prennent conscience de valeurs humaines nouvelles. Le combat des hommes de notre temps est en même temps un double refus nettement exprimé et un choix non encore bien précisé. D'une part le refus du modèle soviétique où les concepts démocratiques, tels que notre histoire l'enseigne et notre caractère les comprend, ne se traduisent pas par notre conception de l'homme libre, le refus d'une forme d'existence et de tutelle que, les connaissant encore mieux que nous, récusent Roumains, Tchécoslovaques, Yougoslaves, et que contestent en silence d'autres hommes dans les pays voisins.

D'autre part, la peur d'être dominés, ensevelis par une société de consommation venue des U.S.A. qui mécanise, automatise, conditionne, exploite au nom du dieu Argent. Elle offre la séduction des biens matériels, mais elle détruit l'homme qui s'y complait en croyant s'accomplir. Elle rompt toutes les solidarités et crée de nouvelles formes d'aliénation.

Le choix ? Cela a été en premier le cri des jeunes étudiants et ouvriers puis, à travers ce mois de mai, la prise de conscience par bien des jeunes, des syndicalistes, des « non inscrits » que deux impératifs devaient orienter ce choix : un socialisme qui permette l'épanouissement de chacun et l'accès aux responsabilités essentielles.

Cette option d'un socialisme libérateur de toutes les contraintes économiques, sociales et institutionnelles que nous subissons actuellement est celle du P.S.U. Sans doute avons-nous encore besoin d'en approfondir le contenu politique. Sans doute n'est-il pas l'affaire de notre seul parti et suppose une discussion avec tous nos partenaires et, en premier lieu, avec les forces qui sont apparues pendant ces dernières semaines dans le mouvement qui a secoué le pays.

Il est certain alors que, pendant une période, le choix de cette voie se heurtera à un durcissement du parti communiste, toujours soucieux de ne pas perdre l'initiative de toutes les actions de masse de la gauche. Mais cette divergence devrait donner lieu, non à des traits vengeurs et irresponsables, mais à

des réflexions et des discussions même si elles sont passionnées. Les tracts actuellement édités par le P.C.F., les propos d'Etienne Fajon à Europe n° 1 montrent pour le moins que la direction du P.C.F. a perdu tout sang-froid. Libre au P.C.F. de nous considérer comme un adversaire plus dangereux que le gaullisme lui-même. Nous ne répondrons pas aux bordées d'injures dont on nous accable, par les mêmes procédés.

Ce que nous savons, c'est que la gauche doit évoluer, modifier les composantes de ses forces et remettre en question certains de ses tabous, sans pour cela se diviser ou se déchirer. Le parti qui en prendrait la responsabilité serait coupable.

Au moment où nous voyons se préciser la menace fasciste que ne

Communiqué du B.N.

Faute de pouvoir résoudre les problèmes posés par les travailleurs, les étudiants et les paysans de ce pays, le général de Gaulle a choisi la voie de l'intimidation.

En même temps qu'il favorise la création de groupes paramilitaires appelés « groupes d'action civique », il interdit un certain nombre d'organisations dont le seul tort est d'avoir été, en même temps que le P.S.U., dans l'immense mouvement qui secoue le pays.

En même temps qu'il déclare vouloir consulter le pays, il fausse le scrutin d'avance, en prenant des mesures d'exception tendant à rendre impossible le déroulement de la campagne.

Le P.S.U. ne saurait reconnaître ni accepter les mesures décidées. Il les tient pour nulles et non avenues.

Le P.S.U., sans approuver toutes les orientations des organisations interdites, entend, face à la répression qui s'abat sur elles, affirmer sa solidarité.

En prenant ces décisions, le gouvernement cherche à déplacer les responsabilités. Il procède ainsi à une nouvelle provocation, suite à beaucoup d'autres, qui ont amené les violences que l'on sait.

Dès aujourd'hui, le P.S.U. formule les plus expresses réserves sur le scrutin du 23 juin.

Le combat continue sous d'autres formes. Le P.S.U. s'attachera à les développer.

12 juin, 18 h.

pourra qu'accélérer l'amnistie lâchée par de Gaulle pour s'assurer le soutien de l'armée, il est désolant de voir la direction du P.C.F. s'attaquer aux groupes révolutionnaires et à d'autres partis de gauche, nous rappelant ainsi l'attitude stalinienne du P.C. allemand contre les sociaux-démocrates alors que le péril véritable et imminent était Hitler.

Au moment où le pouvoir relance sans y croire l'anticommunisme de la guerre froide pour gagner des voix et que nous le dénonçons, nous refusons de subir la « terreur » d'un appareil de parti alors que toute une jeunesse s'enthousiasme dans un combat nouveau.

Nous en appelons à tous les hommes sincères de la gauche pour qu'ils nous aident à maintenir cette liberté de discussion préalable, obligatoire à toute unité valable.

Harris PUISAIS.

□ MAI 1968 : Images et son

GRACE à un collectif de travail animé par Guy Chalon, les images et les bruits de la « Révolution de Mai » vont nous être restitués. Guy Chalon est un jeune cinéaste engagé depuis toujours dans les combats pour le socialisme. Un activiste, au meilleur sens du mot.

Durant la guerre d'Algérie, il anima, avec d'autres, le « Comité d'Action du Spectacle ». Ce comité mena une action d'agitation politico-culturelle, qui toucha de larges couches de la population, alerta les consciences.

En collaboration avec Gérard Gozlan, membre de la direction de la revue de cinéma « Positif », Guy Chalon a réalisé plusieurs courts métrages, particulièrement courageux : dénonciation de la guerre coloniale, démythification de la « presse du cœur », etc. Aujourd'hui, avec son collectif, il achève le montage de deux films de court métrage consacrés au « grand chambardement ». Des photos fixes, dans le style de « la jetée » de Chris Marker. Un montage percutant des images. Deux films qui ressuscitent la fièvre des journées intensément vécues dans la rue, la « révolution » en marche, la jeunesse dressée contre l'absurde, l'homme debout au « royaume des veaux ».

Par ailleurs, paraît chez « Acousti-Yuri Korolkoff » un disque simplement intitulé « Mai 68 ».

Les voix de Sauvageot, Geismar, Cohn-Bendit, les cris et les hurlements des manifestations. « Qui parle le plus haut ici ? les voix claires d'une raison insurgée, ou les coups sourds des grenades et des matraques de la terreur », demande Claude Roy sur la jaquette. La réponse est claire !

André LAUDE.

□ A propos des expulsions

Depuis quelques jours le gouvernement expulse des ressortissants étrangers, sous prétexte de leur participation aux manifestations. Le cas des trois journalistes allemands que nous évoquons, montre jusqu'à quel point va la hargne gouvernementale.

En effet, dimanche après-midi, Malte Rauch, Samuel Schurmeck et Karl Schlache, ont été arrêtés au quartier latin et reconduits à la frontière, sans pouvoir repasser à leur domicile.

Quels étaient ces dangereux agitateurs ?

Malte Rauch a d'abord travaillé à l'A.F.P. avant de devenir correspondant de la *Frankfurter Rundschau*. L'autre, Samuel Schurmeck, travaillait à Paris pour la chaîne de radio Kolnische Rundfunk. Enfin, Karl Schlache, était employé aux émissions étrangères de l'O.R.T.F.

Leur présence dans les manifestations, tous leurs confrères le savent, se situait dans le cadre de leur activité. Malte Rauch, couvrant les événements pour le *Stern* et Samuel Schurmeck, pour le *Spiegel*.

Telles sont les personnes dont le gouvernement voudrait faire croire qu'il s'agit des envoyés du S.D.S. allemand, venus spécialement à Paris pour faire de l'agitation.

Un nouveau trait de la répression qui tend à s'abattre sur ce pays.

● Chaque jeudi

TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire
- contre l'impérialisme américain
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc.

Des rubriques permanentes et aussi 3 pages d'Arts et Lettres

POUR LE POUVOIR DU PEUPLE

ABONNEZ-VOUS SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
- 1 an 35 F

54, bd Garibaldi
Paris (15^e)

C.C.P. Paris 58-26-65

□ Le sens de notre engagement

PAR son ampleur, par ses objectifs, par ses formes mêmes, le mouvement né le 3 mai 1968 a posé directement le problème du pouvoir. La grande majorité des ouvriers, des techniciens, des cadres, des étudiants, des paysans n'accepteraient plus d'être utilisés à volonté par un régime guidé par le profit. Ce mouvement, sans précédent dans notre histoire contemporaine, n'a pu cependant renverser le pouvoir gaulliste parce qu'il n'avait pas suffisamment pris conscience de sa force et parce que les organisations prédominantes dans le mouvement ouvrier et socialiste ont continué à tracer des perspectives parlementaires hors de propos avec l'ébranlement qui secouait la société tout entière. Les travailleurs, les paysans et les étudiants, que certains ont cherché à diviser, n'ont pu de ce fait imposer un gouvernement de transition vers le socialisme, c'est-à-dire un gouvernement qui s'attaque aux structures capitalistes et amorce les transformations socialistes.

Toutefois, la lutte est loin d'être terminée. Dans les usines, les bureaux, les facultés, les campagnes se lève une génération de militants qui ne se laisseront pas transformer en moutons dociles. Il est possible, et il est nécessaire de les rassembler autour d'une orientation décidée de lutter contre le régime gaulliste et pour un pouvoir socialiste. Dans les entreprises l'absolutisme patronal, sérieusement remis en question tout au cours du mois de mai, peut et doit être systématiquement contesté par l'activité des sections syndicales, des comités représentatifs et des délégués du personnel, cherchant à imposer leur droit de contrôle sur les rapports de travail (embauche, forme de salaire, organisation du travail). Le retour au travail ne doit pas être un retour à la marche capitaliste normale. Dans les universités et les facultés il importe que la contestation étudiante se traduise par l'instauration d'un véritable droit de veto des étudiants sur les mesures ou les réformes qui pourront être proposées par le gouvernement ou les autorités universitaires. Dans les campagnes, la paysannerie qui a fait la preuve de ses capacités d'organisation collective peut et doit chercher à imposer son contrôle sur la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

Votez P. S. U.

En outre, dans l'unité d'action la plus étroite, ouvriers, techniciens, cadres, paysans et étudiants doivent de toute urgence se fixer comme objectif, à travers l'action de leurs comités et de leurs organisations d'autodéfense, de mettre hors d'état de nuire les différents « comités de défense de la République » ou « comités d'action civique » que le pouvoir gaulliste compte bien utiliser pour intimider les travailleurs et pour imposer ses vues au cours de la campagne électorale.

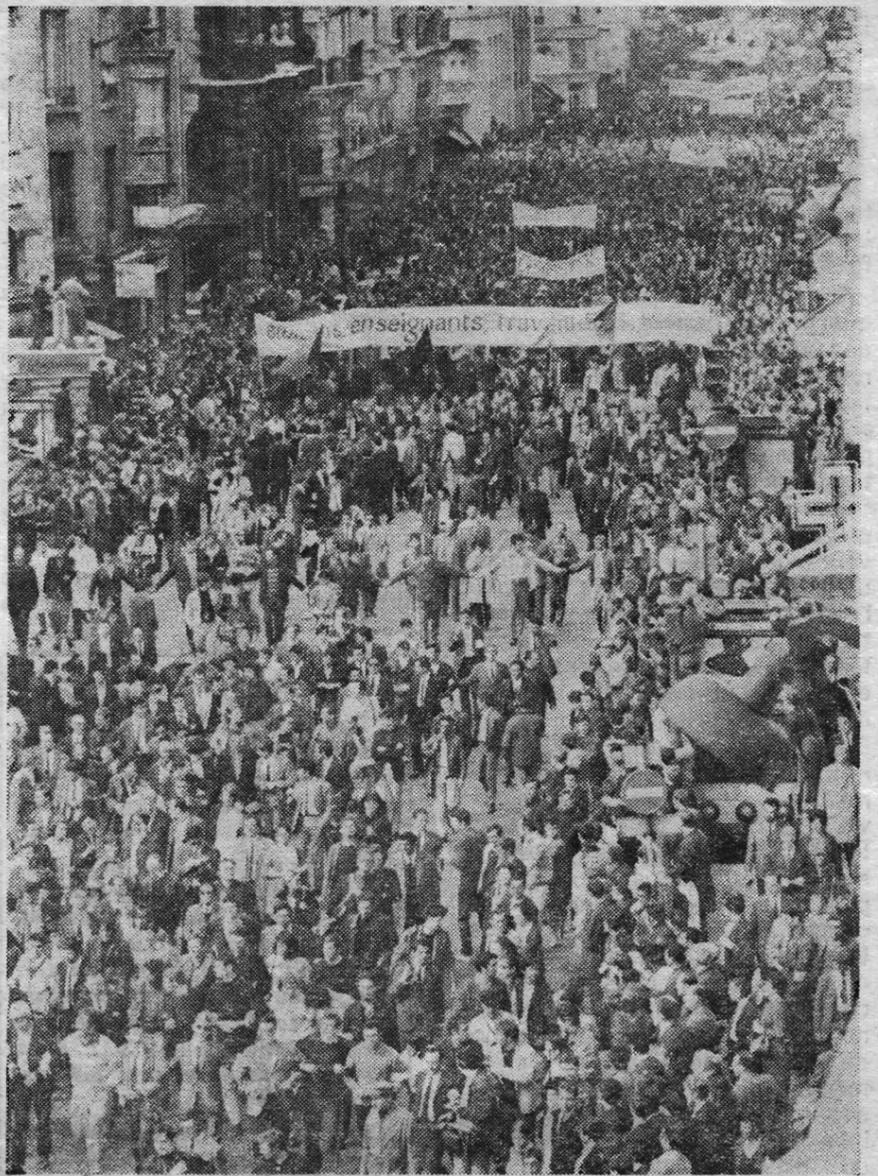
La lutte ne sera ni simple ni facile. Le gouvernement et le patronat essaieront de reconquérir peu à peu les positions de force qu'ils ont perdues, ils tenteront de revenir sur les concessions matérielles qu'ils sont obligés d'accorder. C'est pourquoi il est nécessaire que toutes les luttes partielles convergent vers un même objectif, vers un nouveau pouvoir de transition vers le socialisme, seul susceptible de satisfaire durablement les revendications et les aspirations des travailleurs, seul susceptible d'empêcher les retours en arrière.

Dans cette perspective, les élections ne sont qu'un des aspects de la lutte. L'âge du vote n'est pas abaissé, les listes électorales n'ont pas été rouvertes, le mode de scrutin favorise les notables plutôt que les grands courants nationaux ; ces raisons et des facteurs politiques plus généraux font que ces élections ne peuvent être considérées comme un épisode décisif de la lutte engagée entre les forces coalisées du parti de la crainte et du conservatisme avec les forces sans cesse croissantes de tous ceux qui veulent changer la vie et créer une société socialiste fraternelle. Néanmoins ces élections sont une occasion d'expliquer au pays tout entier les raisons de la lutte qu'ont engagée les étudiants, les ouvriers et les paysans.

Au cours du mois de mai, le P.S.U. a vu venir à lui des milliers d'hommes et de femmes qui approuvaient son orientation et voulaient poursuivre l'action pour changer les structures capitalistes et autoritaires de la société française. Par conséquent, c'est avec confiance qu'il présente la plateforme d'un tel pouvoir populaire, préfiguration d'un nouveau type d'Etat.

Mettre l'économie au service des travailleurs

Les exigences sociales d'une politique économique et d'une planification au service des besoins



Le pouvoir réel.

A.F.P.

populaires ont été établies de manière concrète par la lutte des travailleurs. Le gouvernement de transition vers le socialisme devra conduire sa politique en fonction de ces impératifs. Il devra certainement faire face à des difficultés économiques considérables et de ce point de vue prendre des mesures sévères contre la spéculation, la fuite des capitaux, la grève des investissements, la hausse des prix, etc., mais il devra aussi se préoccuper d'élever graduellement le niveau de vie, de réduire le temps de travail hebdomadaire et annuel. En effet, il n'est possible de libérer toutes les capacités créatrices des travailleurs — principale force productive dans le monde moderne — que s'ils sont à même de contrôler le progrès technique et de l'utiliser à leur profit.

Le gouvernement de transition vers le socialisme devra donc agir :

- a) en promulguant les mesures répondant aux revendications des travailleurs :
 - diminution progressive du temps de travail ;
 - augmentation des salaires et particulièrement des salaires les plus bas, dans le cas où il n'aurait pas été passé d'accords satisfaisants à l'issue des mouvements en cours ;
 - abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale — gestion ouvrière de la Sécurité sociale ;
 - contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises en particulier sur l'organisation du travail, sur les décisions concernant l'emploi et le développement de l'entreprise, ce qui en-

traîne la communication obligatoire aux représentants des travailleurs des comptes des sociétés.

- b) En plaçant sous contrôle public, la gestion en étant confiée aux représentants des ouvriers, techniciens et cadres, toute entreprise qui ne voudrait ou ne pourrait pas appliquer les mesures sociales indiquées ci-dessus ;
- c) en prenant les mesures conservatoires, sur le plan monétaire et financier, pour que ces avantages sociaux ne soient pas annulés par leurs propres effets sur la monnaie et sur la balance des paiements ;
- d) en nationalisant d'urgence toutes les entreprises dont le poids économique ou l'influence politique serait une menace pour le développement de la démocratie socialiste — en particulier tous les établissements de crédit et les holdings qui jouent un rôle décisif dans la réalisation des équipements ;
- e) en instituant des Comités d'entreprise dans les établissements publics et les administrations et en reconnaissant aux fonction-

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi — Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

- naires le droit de négocier avec l'Etat leurs rémunérations et leurs conditions de travail ;
- f) en assurant aux paysans, représentés par leurs syndicats et coopératives, la gestion des organes régionaux de planification de la production agricole le contrôle des moyens de transformation et de commercialisation de leurs produits, ainsi que l'administration des sociétés conventionnées pour l'organisation des marchés de production animale ;
- g) en garantissant à tous les travailleurs et étudiants étrangers de meilleures conditions d'accueil et une complète égalité de droits, tant sur le plan matériel que sur le plan de la liberté d'opinion, d'expression et d'organisation.

Transformer l'Université

- a) En garantissant aux étudiants, et aux enseignants, l'irréversibilité des droits qu'ils viennent de conquérir : développement de la contestation permanente au sein de l'Université, critique et possibilité pour les étudiants de s'opposer à toute décision les concernant qui pourrait être prise sans leur accord ;
- b) en reconnaissant officiellement, dans ce cadre, l'autonomie acquise par les universités, y compris quant à l'affectation des ressources, qui doivent rester publiques, les moyens matériels pour assurer le fonctionnement des universités autonomes étant mis à leur disposition par l'Etat ;
- c) en garantissant le droit de libre discussion, de libre organisation et de libre diffusion de l'information dans tous les établissements d'enseignement ;
- d) en faisant participer à la gestion des universités non seulement les enseignants et les étudiants, mais aussi les représentants des travailleurs.

Libérer la culture

La culture doit cesser d'être un privilège et un instrument de classe. Le développement culturel doit être fondé sur la participation critique de tous les travailleurs ainsi que sur la création de structures d'éducation permanente ouvertes à tous (associations et mouvements de culture populaire, etc.). En outre, les artistes, les créateurs, les réalisateurs qui ont remis en cause leur statut et leur fonction au cours du mois de mai doivent avoir la possibilité d'établir de nouveaux rapports avec le public. Leur émancipation est à ce prix.

Il faudra donc :

- a) mettre à la disposition des associations volontaires et des centres culturels de toute nature, les moyens matériels et humains nécessaires à leur fonctionnement. Les adhérents des associations et les utilisateurs des services des centres culturels seront appelés de façon permanente à participer activement à leur gestion ;

- b) soutenir la création, par un contrôle du marché artistique et cinématographique, par des liens étroits entre les créateurs et leur public, par le développement de formules coopératives, par le développement d'un secteur public de la culture par une politique de l'édition au profit des jeunes acteurs et des idées nouvelles ;
- c) rassembler toutes les initiatives intéressant l'action culturelle en Conseil national qui sera le sous-bassement d'une politique socialiste de la Culture.

Assurer la liberté de l'information

— En nationalisant les moyens de presse (imprimeries - messageries - publicité) par la création

diffusion de la culture et de l'information. Tous les programmes contribuent, même et surtout les émissions de divertissement et de loisirs.

Il convient donc de libérer l'O.R.T.F. de l'arbitraire du gouvernement pour la mettre au service de la nation.

- a) En dotant l'O.R.T.F. d'un statut nouveau qui assure l'indépendance de ce service public à l'égard du gouvernement et des groupes de pression financiers (publicité) ;
- b) en assurant sa gestion par des organes démocratiques constitués par des représentants des professionnels et du public ;
- c) en établissant une charte de l'information et des organismes de contrôle démocratique pour assurer l'impartialité et garantir



COLLOMBERT.

Paysans : maîtres de leur production et de son écoulement.

d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition de divers courants d'opinion.

— Il faut que la presse écrite échappe à l'emprise des puissances d'argent qui la conditionne à tous les niveaux. La presse doit retrouver sa mission première qui est de rendre leur place réelle aux grands courants sociaux, politiques et culturels, actuellement étouffés par tous les tranquillisants capitalistes. Pour y parvenir il faut rendre à la fonction de journaliste tout son pouvoir d'observation libre, d'information et d'opinion.

Ici comme ailleurs, il faut que les journaux appartiennent à ceux qui les font (par les sociétés de rédacteurs) et à ceux qui les lisent.

Rendre l'O.R.T.F. indépendant

Radio et télévision sont aujourd'hui à la fois une école permanente, une école pour les adultes et le moyen le plus puissant de

à l'O.R.T.F. l'expression de toutes les tendances de l'opinion.

Garantir les conditions d'une construction socialiste

- a) Par la dénonciation du Pacte de l'Atlantique-Nord ;
- b) en prenant les mesures nécessaires pour protéger l'économie française contre la menace de l'hégémonie américaine et les manœuvres du capitalisme européen ;
- c) en s'efforçant de promouvoir une véritable planification économique à l'échelle de l'Europe, par des accords inter-étatiques compatibles avec une planification nationale déterminée par les besoins populaires, et non plus par les impératifs du profit ;
- d) en apportant son soutien politique et matériel à tous les peuples en lutte contre les dominations étrangères, la misère et le sous-développement ;
- e) en prenant à cet effet toutes initiatives tendant à stabiliser

les prix des matières premières par une transformation du système monétaire international.

Préparer l'établissement de la démocratie directe à tous les échelons

- a) en garantissant le développement et la libre activité des Comités populaires à tous les échelons, dans les universités, les entreprises et les localités ;
- b) en mettant les moyens publics d'information et de documentation à la disposition de ces comités pour l'accomplissement de leurs tâches ;
- c) en facilitant matériellement l'organisation d'assemblées populaires locales et régionales, et en dissolvant les forces spéciales de répression ;
- d) en supprimant le système préfectoral et en jetant les bases des institutions décentralisées, locales et régionales, dont l'existence est indispensable à une véritable décolonisation de la province, comme à l'exercice d'une démocratie directe ;
- e) en procédant à une très large consultation avec les élus municipaux et départementaux et avec les animateurs locaux, dans tous les ordres de responsabilité, en ce qui concerne les indispensables transformations de structures communales et intercommunales, de telle sorte que tout nouveau découpage administratif soit accompagné du libre consentement des hommes qui seront appelés à les animer.

Le P.S.U. a conscience que l'orientation qu'il présente dans cette plate-forme est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse satisfaisante aux aspirations profondes des travailleurs en lutte, la seule qui puisse cimenter l'unité des ouvriers, des techniciens, des paysans des étudiants. Il la propose donc, au-delà des frontières d'organisation à tous ceux qui veulent le socialisme dans la liberté, à tous ceux qui veulent se libérer de tutelles bureaucratiques de plus en plus pesantes. L'heure est venue de prendre ses responsabilités : le socialisme n'est pas une utopie, il est une tâche commune pour le présent.

Le Bureau National.

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
 Prénom
 Adresse

 Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :
 81, RUE MADAMOISELLE,
 PARIS-15^e

□ Du capitalisme à l'économie socialiste

Georges Ducarroy

SUIVANT les situations sociales et économiques, suivant l'état de la prise de conscience par la population des mal-faisances du capitalisme, le programme à court terme du parti doit se modifier. Lorsqu'une certaine apathie semblait avoir gagné les travailleurs, il s'agissait de montrer qu'aucun autre avenir économique que celui proposé par le gouvernement était possible : cela a été l'objet du contre-plan qui avait l'avantage, en outre, d'attaquer d'une façon concrète la politique gouvernementale. Lorsque les travailleurs sont en lutte, lorsque les grèves s'étendent et se généralisent, lorsque l'ensemble de la société est contestée, il s'agit de donner à tous un objectif plus ambitieux qui est la possibilité de la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes. Lorsque, enfin, des avantages fragiles mais réels ont été acquis par la lutte, il s'agit de montrer comment ces avantages sont menacés, comment ils peuvent être préservés, de quelle manière il est possible de les étendre pour aboutir à la société que nous désirons construire. Cette attitude est bien éloignée de l'opportunisme parce que, justement, les textes de nos congrès définissent les buts de la politique à moyen terme que nous nous sommes fixés et que nous n'avons aucune raison — tout au contraire — de remettre en cause actuellement.

Quel avenir possible ?

L'avenir, pour nous, c'est une économie socialiste libre qui est très différente de la société capitaliste et de l'économie de type stalinien, aussi bien dans les fins

que dans les moyens, inséparables d'ailleurs les uns des autres.

Dans une telle société, la cellule de production de base est l'entreprise, libre de ses décisions dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré. Le plan fixe la ligne de marche, l'entreprise décide du meilleur moyen pour tenir cette ligne ou même en demander la révision lorsque les décisions antérieures apparaissent erronées. Dans ce cadre général, l'entreprise a l'initiative du choix des spécifications précises de ses produits, et, lorsque les conditions techniques n'imposent pas la constitution d'un monopole, fixe ses prix, embauche et paie ses travailleurs comme elle l'entend dans les limites fixées par la loi et le plan. Les entreprises petites et moyennes peuvent rester des propriétés privées où, cependant, les salariés sont obligatoirement associés à la politique du personnel. Mais les grosses entreprises sont des entreprises socialisées où l'ensemble du personnel nomme tout ou partie du conseil d'administration qui désigne lui-même le directeur général, lequel assure la gestion courante de l'entreprise et propose les plans de développement de l'entreprise.

Un plan démocratique

Un plan démocratique est un plan qui fixe les objectifs généraux du développement économique et les moyens d'y parvenir en laissant jouer, dans une mesure acceptable, les lois du marché pour le travail et pour les biens proposés librement aux consommateurs. Parce qu'il accepte, dans un cadre défini, la liberté du producteur et du consommateur, ce plan s'oppose déjà à la planification administrative, centralisée, bureaucratique qu'ont longtemps connue et connaissent encore les pays de l'Est. Parce qu'il n'admet pas que le profit soit le seul régulateur de l'économie, il transforme la signification de la nécessité de produire : l'économie n'est pas une fin en soi mais un moyen pour assurer un développement culturel et humain de l'ensemble social. Il ne nie pas la nécessité de produire bien et beaucoup, il affirme que la société de consommation ne doit pas être abolie mais dépassée.

Il est, de plus, élaboré démocratiquement, au sein des entreprises qui proposent — au niveau régional qui, compte tenu des conditions de la région et des impératifs nationaux, assure la cohérence des propositions des entreprises que l'on peut retenir — au niveau national où les organismes politiques nationaux, les conseils économiques régionaux et où les différentes branches d'industrie dialoguent pour préciser les buts et les moyens. Le ministère du plan et ses bureaux régionaux participent à cette élaboration et ont la charge de la bonne exécution du plan au moyen, notamment, des mécanismes de crédit et d'une banque d'investissements.



COLLOMBERT.

Libérer l'économie française du capitalisme international.

Les problèmes économiques à court terme

Leurs solutions ne peuvent être cherchées que si les différentes mesures immédiates tiennent compte de ces buts à long terme et permettent de faire les premiers pas vers ces buts. Les augmentations générales de salaire obtenues par les travailleurs ne seront qu'un leurre si des mesures de défense et des mesures de contre-attaque ne sont pas prises. Les unes et les autres devront être élaborées par un gouvernement de transition qui désirerait obtenir des réformes de structure irréversibles conduisant à une organisation économique voisine de celle que nous proposons. Elles sont par leur nature et par leur forme entièrement différentes des mesures que pourrait prendre un gouvernement gaulliste.

a) Les mesures de défense

La crise sociale française aura sur le plan économique général quatre répercussions : l'affaiblissement du franc, le risque d'inflation, la probabilité d'une grève des investissements, la menace d'une récession conduisant à un chômage accru. Dans ces conditions, quatre mesures de circonstance s'imposent :

— le maintien du contrôle des changes instauré par le gouvernement et son renforcement, avec contrôle des importations spéculatives ;

— le blocage de la plupart des prix pendant une période transitoire et le contrôle de tous les prix par des initiatives gouvernementales et par des importations (le principe et notre participation au Marché commun n'étant pas mis en cause, mais son fonctionnement libéral devant être corrigé) ;

— la constitution d'une banque d'investissement en transformant le crédit national existant — avec des caisses régionales qui aideront particulièrement les entreprises des régions où les hausses de salaires seront difficiles à supporter — l'augmentation des allocations de chômage, la mise en place d'enseignement accéléré pour reconverter la main-d'œuvre, le soutien, pendant un certain temps, d'entre-

prises valables mises en difficultés passagères.

b) Les mesures de contre-attaque

La contre-attaque doit être entreprise simultanément sans quoi aucun progrès, aucune conquête ne pourront être consolidés. Elle doit s'organiser autour de quelques réformes essentielles :

— nationalisation des banques d'affaires, subordination des banques commerciales et du crédit national au ministère du Plan ;

— définition d'un plan intérimaire, élaboration d'un VI^e plan pour la réalisation desquelles le ministère au Plan doit réunir de nouvelles commissions de modernisation et les C.O.D.E.R. renouvelées des différentes régions ;

— nationalisation provisoire des grandes entreprises privées dont le rôle politique ou économique pourrait empêcher toute orientation nouvelle de l'économie française ;

— mise en forme d'une nouvelle législation sur les sociétés anonymes donnant à l'Etat, aux régions et à leur personnel un pouvoir nouveau à l'intérieur de l'entreprise ;

— décentralisation de l'administration, amorcée de la socialisation des entreprises nationalisées.

Ces mesures ne sont évidemment qu'une amorce et devraient constituer seulement le fondement du programme économique d'un gouvernement de transition. Ce n'est évidemment qu'un début dont la nécessité est le gage du maintien des avantages acquis et de progrès futurs.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Christian Guerche

Directeur adjoint

Claude Glayman

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Rédaction

81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - S.U.F. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :

Roger Cérat



Travail exécuté par des
ouvriers syndiqués.

SOCIETE D'IMPRIMERIE
DE LA RUE DU LOUVRE
S.I.R.L.O. - 37, r. du Louvre - PARIS-2^e
Marcel DODEMAN - Imprimeur

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti
Socialiste Unifié et demande à être
mis en contact avec la section la
plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU
SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

O.R.T.F.

Pour un nouveau statut

Nous publions ici des extraits d'un texte élaboré par nos camarades de la section P.S.U. de l'O.R.T.F. Il nous a paru important de le faire au moment où l'ensemble du personnel de l'O.R.T.F. mène la bataille dans un secteur vital pour l'avenir : celui de l'information et de la culture.

Que tout le personnel de l'O.R.T.F. trouve ici le témoignage de notre entière solidarité.

DEPUIS la Libération, les professionnels de la radio puis de la télévision ont réclamé un statut qui assure l'indépendance de la Radio-Télévision française à l'égard du gouvernement. Même en régime capitaliste, l'arbitraire du régime français, qui met la radio et la télévision au service du gouvernement, n'est pas fatal : depuis quarante ans, en Grande-Bretagne, la B.B.C. est dotée d'un statut de relative autonomie que les Français pourraient envier.

Un faux statut

Cette revendication d'un nouveau statut n'a pas été satisfaite par le statut de 1964 qui régit actuellement l'Office et qui n'est qu'un leurre : le conseil d'administration nommé par le gouvernement n'est doté d'aucun pouvoir et n'est jamais intervenu que pour servir de caution à la propagande électorale. L'O.R.T.F. est sous les ordres de deux ou trois directeurs nommés en conseil de ministres et qui, eux-mêmes, sont aux ordres non seulement du gouvernement dans son ensemble, mais de chaque ministre et de chaque service de l'Élysée.

Incohérence organisée

Même les technocrates les plus gaullistes reconnaissent que ce système rend impossible tout fonctionnement raisonnable de l'Office. Toutes les décisions y sont prises par un seul — qui n'est même pas un professionnel — et qui doit concilier ces pressions multiples, faire droit à toutes les recommandations, interdits et consignes et essayer de servir avant tout la propagande du gouvernement dans une totale incohérence.

Le contrôle d'un autre ministère, celui des Finances, enlève aussi à l'O.R.T.F. toute indépendance financière. Les règles de gestion financière appliquées à l'Office ne tiennent aucun compte de son objet propre : création de spectacles et d'information. Il en résulte une confusion constante et une désorganisation inévitable. La redevance versée par chaque auditeur et téléspectateur pourrait assurer le financement d'un budget de fonctionnement autonome. Mais le contrôle du ministère des Finances a déterminé une large part de ce budget pour assurer les investissements nécessaires à la constitution du réseau, ce qui explique le prétendu déficit permanent de l'O.R.T.F.

Une information aux ordres

Dans ce système, où l'incohérence est organisée pour mieux ligoter l'O.R.T.F., les services d'information ont droit à un régime particulier de type entièrement totalitaire. Bien que toutes

les directions de l'Office soient extrêmement dévouées au gouvernement, la Direction de l'Information a toujours été séparée du reste de l'Office pour être maintenue plus directement sous la coupe des responsables de la propagande gouvernementale.

Pas de rectangle blanc pour un peuple adulte !



Chaque jour, les « responsables » des journaux parlés et télévisés se rendent à 11 heures au ministère de l'Information où des représentants de chaque ministère et de l'Élysée constituent un Comité de liaison interministériel (c'est son titre officiel) qui impose directement interdits et consignes.

Les principes d'un nouveau statut

Il devient clair qu'il est nécessaire d'établir un nouveau statut de l'O.R.T.F. le libérant de l'arbitraire du gouvernement et mettant la radio et la télévision au service de la nation.

Les principes qui inspiraient ce nouveau statut sont précis :

1. La direction de l'O.R.T.F. doit être assurée par un conseil d'administration constitué démocratiquement, qui nomme un directeur général responsable devant lui ;

2. La décentralisation de l'Office doit être assurée aussi bien sur le plan de la production par création d'unités de production autonomes (mais coordonnées entre elles) que sur le plan régional par la création de centres régionaux autonomes contribuant tous à la production de programmes destinés au réseau national ;

3. Le contrôle de la production, de la programmation et de la gestion doit être assuré à tous les échelons par des organismes démocratiques ;

4. Dans toutes ces instances, les professionnels et le public doivent être représentés ;

5. Des garanties particulières doivent être prévues pour assurer l'impartialité de l'information et l'expression à la radio et à la télévision de toutes les tendances.

L'ensemble des personnels de l'Office et l'immense majorité des auditeurs et téléspectateurs souhaitent que cette notion se concrétise dans les faits. De nombreux projets de statuts élaborés par diverses catégories de professionnels de la radio et de la télévision se rejoignent et s'accordent sur les grandes lignes suivantes :

1. L'O.R.T.F. DOIT ÊTRE AU SERVICE DE TOUS, donc sa direction doit être l'émanation de tous.

Cette direction sera assurée par des organes collégiaux. Pour rapprocher la direction du public, il est prévu une large régionalisation qui permettra de plus de faire revivre les régions qui

modos d'expression artistiques. Il faut que tous les programmes puissent, en distrayant ou en intéressant le public, développer ses aspirations à la connaissance, son sens critique et aider à la compréhension, non seulement de la société dans laquelle il vit, mais aussi de toutes les autres cultures (civilisations étrangères, etc.).

Pour déterminer cette politique de programmes, il faut abandonner le système actuel de conseils consultatifs sans influence et, d'ailleurs, composés de « personnalités » choisies par le gouvernement.

Les conseils de programmes doivent, au contraire, émaner eux-mêmes du public et notamment des catégories professionnelles ayant vocation pour traiter des questions artistiques et culturelles : enseignants et étudiants, animateurs d'éducation populaire, journalistes, créateurs et artistes représentant à la fois les professionnels de radio-télévision et ceux des autres catégories du monde des arts, des lettres et du spectacle.

Ces conseils pourraient, en outre, constituer une section d'un organisme à crer, le conseil national, prévu dans le plan général du P.S.U. pour une politique de la culture.

3. L'AUTOGESTION DANS L'ENTREPRISE.

Enfin, pour régler les problèmes quotidiens de gestion matérielle de l'Office, il est prévu des comités de gestion locaux, composés uniquement de délégués des personnels de l'Office qui élisent eux-mêmes des conseils de gestion régionaux et envoient les représentants auxquels ils ont droit statutairement siéger au conseil d'administration de l'O.R.T.F.

En outre, les structures d'un O.R.T.F. rénové devraient être telles que chaque unité de production aura l'initiative, l'autonomie et la responsabilité sans lesquelles le travailleur se trouve aliéné dans son travail.

4. UNE CHARTE DE L'INFORMATION.

A l'intérieur de ce nouveau statut assurant une gestion démocratique de l'O.R.T.F., l'impartialité de l'information doit être assurée par des règles particulières qui feront l'objet d'une véritable charte de l'information.

Cette charte devra fixer et préciser :

1. Les droits et les devoirs du nouvel O.R.T.F. à l'égard du gouvernement et inversement ;

2. Le droit de réponse et de contestation de l'opposition à l'égard des positions du gouvernement exprimées à l'O.R.T.F. ;

3. Le droit de réponse ou de contestation de tout groupement et de tout individu à l'égard de tous les programmes de télévision et de radiodiffusion ;

4. Les modalités de droit d'expression de toutes les tendances de l'opinion ;

5. Des règles concernant le recrutement des journalistes, l'exercice de leur profession à l'O.R.T.F., les conditions de leur liberté d'expression et leurs responsabilités à l'égard des organismes directeurs ;

6. Les organismes démocratiques de contrôle et d'appel chargés de faire respecter ces droits et ces règles.

se voient aujourd'hui régulièrement amputées de leurs meilleurs talents qui vont faire carrière à Paris.

Chaque région doit avoir sa radiodiffusion et sa télévision et produire ses propres programmes dont certains seront destinés au réseau national tout entier. Ce principe est celui de l'Allemagne fédérale où les stations régionales disposent de leur budget et fabriquent leurs émissions.

Il y aura donc, dans chaque région, un conseil régional composé de membres élus respectivement par les auditeurs et téléspectateurs, par ce qu'on appelle généralement les forces vives de la nation (Université, représentants du monde agricole, des ouvriers, des créateurs des arts, des lettres, du spectacle et, bien entendu, de radio et télévision) et par l'ensemble des personnels de l'Office.

Au plan national, un conseil d'administration, chargé de définir l'orientation générale de l'O.R.T.F., sera non plus nommé par le gouvernement, mais composé pour une large majorité de délégués élus des conseils régionaux et des professionnels de l'Office, les représentants des ministères intéressés par le fonctionnement de l'entreprise (Affaires culturelles, etc.), devant, en tout état de cause, être en nette minorité.

2. LA RADIODIFFUSION-TELEVISION DOIT ÊTRE POPULAIRE, c'est-à-dire au service du peuple.

Elle doit être ouverte à tous les courants de pensée, à tous les



André Barjonet (à gauche), à Charléty.

□ Après les accords de Grenelle

Perspectives syndicales

André Barjone

LES avantages que viennent d'obtenir les travailleurs sont très loin d'être négligeables. Dans certains cas — je pense, en particulier, aux salariés agricoles — ils sont même d'une importance considérable.

Pourtant, en laissant même complètement de côté la question — essentielle — de savoir s'il n'était pas possible d'aboutir également à un changement politique profond, un sentiment d'amertume reste au cœur des Français. La France de juin 1968 n'est pas gaie. Même sur un plan strictement revendicatif « ce n'est pas 36 ».

Bien sûr, en 1936 déjà le peuple avait été finalement floué dans ses aspirations révolutionnaires. Pourtant, dans l'histoire du mouvement ouvrier, 1936 reste une très grande date où des revendications, d'un type qualitativement nouveau, furent obtenues : deux semaines de congés payés quand l'ouvrier était obligé de travailler toute sa vie sans jamais s'arrêter sauf le dimanche, c'est une conquête sans précédent. Aucun rapport avec 3 ou 5 jours de congés supplémentaires quand on bénéficie déjà de quatre semaines. Même chose pour l'institution des délégués du personnel, elle aussi sans précédent. Par ailleurs 1936 avait vu la généralisation des conventions collectives, l'établissement de la semaine de 40 heures et un taux moyen d'augmentation des salaires nettement plus élevé que ce qui vient d'être obtenu ces jours derniers. En 1936, enfin, ces

victoires avaient été remportées par moins de quatre millions de grévistes.

Inversement, il est juste de rappeler qu'en 1936 le patronat (dont l'organisation centrale était fort mal structurée) avait été pris complètement au dépourvu et s'était d'autant plus affolé qu'un gouvernement de gauche présidait aux destinées du pays.

En 1968, l'examen approfondi des accords montre qu'en dehors de l'agriculture (où la loi sur les comités d'entreprise s'applique désormais) les seuls succès obtenus sont d'ordre purement quantitatifs et concernent, avant tout, les salaires. Quelques succès ont bien été réalisés au sujet de la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise (notamment dans les industries du pétrole, du textile, de l'habillement) mais il ne s'agit cependant pas d'un droit réellement nouveau. Cette question ne pourra d'ailleurs être résolue au fond que par le vote d'une loi s'appliquant impérativement à toutes les entreprises.

En matière de durée du travail, les avantages acquis sont, en général, assez minces : ils vont, cependant, dans le sens du retour progressif à la semaine de 40 heures (sans réduction de salaire) ce qui est satisfaisant sur le plan humain comme sur celui des possibilités de l'économie nationale.

Quant aux salaires, le principal succès a été la revalorisation massive du S.M.I.G. (de 2,22 F à 3 F,

soit une augmentation de 35 %) et l'alignement du salaire minimum agricole garanti (S.M.A.G.) sur le S.M.I.G. (62 % de majoration).

En ce qui concerne les salaires courants, il semble que la moyenne des majorations soit, en général, assez sensiblement supérieure à 10 % : elle se situera, sans doute, autour de 12 %.

**

L'ensemble de ces résultats appellent un certain nombre de remarques.

La première est, qu'unie, la classe ouvrière est capable d'imposer en quelques jours les revendications qu'en temps « normal » elle mettait des années à imposer : l'exemple du S.M.I.G. qui était majoré de 2 ou de 2,5 % tous les six mois est typique à ce sujet.

Sur le plan de la stratégie et de la tactique des luttes, c'est aussi la preuve de l'efficacité de la grève générale et des occupations d'usines.

On sait que jusqu'aux environs de la guerre de 1914 le mouvement ouvrier français a longtemps vécu sur le mythe de la grève générale et du « grand soir ».

Dans le journal intitulé, précisément, « La Grève Générale » en date du 1^{er} octobre 1899, je lis notamment : « En quelques jours de grève générale, la classe bourgeoise et fainéante sera à bout. Le « foirisme », autrement dit la peur aura remplacé la précédente arrogance. Nous aurons donc, par là, toute facilité pour imposer nos revendications. »

En fait, les choses ne sont évidemment pas aussi simples et il est donc tout à fait normal que des organisations syndicales sérieuses et responsables déterminent leur action autrement qu'en fonction de la seule perspective d'une éventuelle cessation globale du travail. De plus, on comprend sans peine que la grève générale elle-même ne puisse pas naître spontanément, sans aucune préparation : dans ces conditions, les grèves partielles et les mouvements revendicatifs de toutes sortes sont nécessaires à l'éclosion ultérieure de la grève générale.

Toutefois, à force de ne voir que les seules difficultés de la grève générale, les organisations syndicales — et, singulièrement, la C. G. T. — ont, au cours de ces dernières années, orienté le mouvement revendicatif des travailleurs dans une sorte d'impasse. La tactique employée, en effet, a été soit celle de mouvements revendicatifs partiels et tournants (relativement les plus payants) soit, de plus en plus, celle de grands mouvements d'ensemble d'une journée (17 mai 1966, 1^{er} février 1967, etc.). En règle générale ces mouvements n'ont rien

apporté par eux-mêmes, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils n'aient pas eu un certain effet d'induction se traduisant en définitive par quelques améliorations non négligeables des salaires.

Quoi qu'il en soit, les luttes de mai 1968 contribueront certainement à remettre en honneur la nécessité de mouvements d'ensemble de longue durée ainsi que celle d'une certaine « violence » (occupation d'usines, manifestations, etc.). Peut-être même faudra-t-il aller beaucoup plus loin et passer au stade de grèves « actives » où les ouvriers ne se contenteront pas d'occuper les usines, mais assureraient également certaines fabrications utiles pour la population laborieuse, faisant ainsi d'ores et déjà l'apprentissage d'un minimum de pouvoirs ouvriers.

**

Mais nous débouchons ici, inévitablement, sur l'aspect politique du problème. Car on peut légitimement se demander s'il est bien nécessaire de paralyser presque totalement l'activité de la nation pendant trois semaines, de faire chuter la production intérieure brute de 6 à 7 % et de créer — en dépit de l'ouverture des frontières et de la concurrence étrangère — toutes les conditions de la hausse inflationniste des prix pour en arriver aux résultats de l'accord de Grenelle...

Si, comme l'a déclaré Georges Séguy chez Renault dès le 20 mai, la C. G. T. n'a jamais poursuivi que des objectifs rigoureusement revendicatifs, abandonnant ainsi sa vocation de syndicat révolutionnaire, il faut avoir le courage de tirer toutes les conclusions de cette nouvelle orientation réformatrice. Il faut alors — comme c'est le cas en Allemagne fédérale, en Suède, aux Etats-Unis — s'attacher à d'autres formes de négociations, de participations et de contestations : il faut que les résultats obtenus le soient de telle façon que l'économie nationale n'en soit pas bouleversée et que les travailleurs soient payés autrement qu'en monnaie de singe.

Mais si, comme le prouve la moindre analyse, un tant soit peu sérieuse et honnête de la situation, celle-ci était révolutionnaire ou, à tout le moins, pré-révolutionnaire il fallait non seulement renverser le régime gaulliste aux abois, mais imposer, *simultanément*, les réformes de structure (nationalisations, réformes fiscales, monétaires et financières, etc.) grâce auxquelles les avantages sociaux ne seraient pas annulés par leurs propres effets sur la monnaie et la balance des paiements.

C'est, bien sûr, dans cette voie qu'il faut persévérer. La révolution de mai n'est qu'un tout début. Ceux qui n'ont pas su la reconnaître risquent de payer un jour très cher leur myopie politique.

Votez P. S. U.